

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-108**

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2025

**POINT A.2.1
APPROBATION DU BUDGET INITIAL 2026 – ÉTABLISSEMENT**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 16 décembre 2025, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.712-3, R.719-51 et suivants,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 175, 176 et 177,
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,
Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) dans le cadre de l'élaboration, de la présentation et de l'exécution de leur budget,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université,
Considérant qu'en matière budgétaire, conformément à l'article R.719-68 du Code de l'éducation, le Conseil d'administration délibère valablement si la moitié des membres en exercice est présente,

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Le Conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- 772 ETPT, dont 636 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 136 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 76 101 291 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 59 942 715 € personnel
 - 12 055 846 € fonctionnement et intervention
 - 4 102 730 € investissement
- 75 346 112 € de crédits de paiement dont :
 - 59 942 715 € personnel
 - 11 950 667 € fonctionnement et intervention
 - 3 452 730 € investissement
- 71 464 223 € de prévisions de recettes
- 3 881 890 € de solde budgétaire (déficit)

Article 2 : Le Conseil d'administration approuve les prévisions comptables suivantes :

- 3 735 686 € de variation de trésorerie (prélèvement)
- 1 949 160 € de résultat patrimonial (perte)
- 329 160 € d'insuffisance d'autofinancement
- 2 481 890 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre)

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (17) ou suppléés (6) : 23

Membres absents et non suppléés : 5

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique

le 23/01/2026 10:41:15 +01:00



Transmise au Recteur, Chancelier des universités, le 23 janvier 2026



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Projet de budget 2026 – note de présentation

DAF / Agence comptable

Table des matières

1	Éléments de contexte de l'élaboration budgétaire 2026.....	4
1.1	Éléments externes à l'Université.....	4
1.2	Éléments internes à l'Université.....	4
1.2.1	Les choix stratégiques d'Avignon Université.....	4
1.2.2	Les contrats d'objectifs de moyens et de performance pour accompagner la stratégie d'Avignon Université	5
1.2.3	Fondation universitaire	6
2	Axes d'élaboration du budget 2026	7
2.1	Le budget de fonctionnement.....	7
2.2	Le budget de personnel.....	8
2.3	Le budget d'investissement.....	9
3	Budget en autorisations budgétaires	9
3.1	Les prévisions d'encaissement de SCSP	9
3.2	Les prévisions d'encaissement des autres recettes	10
3.3	Les prévisions d'autorisations d'engagement.....	12
	Les prévisions d'autorisations d'engagement en fonctionnement et en investissement	12
	Les prévisions d'emplois et de masse salariale	13
	Plafond d'emplois.....	13
	Masse salariale	13
3.4	Les prévisions de décaissements	14
3.5	Le déficit budgétaire et l'équilibre financier	14
4	La situation patrimoniale de l'établissement.....	15
4.1	Le compte de résultat et le tableau de financement	15
4.2	Équilibres généraux et soutenabilité budgétaire	16

1 Éléments de contexte de l'élaboration budgétaire 2026

1.1 Éléments externes à l'Université

Cette année, le projet de loi de finances (PLF) présenté en conseil des ministres le 14 octobre 2025 vise à concilier le triple objectif de financer des priorités stratégiques du pays, préserver son modèle social et restaurer des marges de manœuvre budgétaires afin d'anticiper d'éventuelles crises. Ce plan d'action doit permettre de ramener le déficit public à 4,7 % du PIB en 2026 et à moins de 3% en 2029. L'ajustement budgétaire proposé pour 2026 repose prioritairement sur la maîtrise des dépenses publiques, qui représente deux tiers de l'effort total. En retranchant des dépenses très rigides, comme la charge de la dette et l'effort supplémentaire de réarmement, les dépenses des ministères baisseront de nouveau en valeur en 2026. Cet effort en dépense sera partagé entre l'État, ses opérateurs, les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale assorti d'un impératif de redressement des comptes sociaux.

En l'absence de PLF 2026 adopté à date, la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (Dgesip) a produit un vade-mecum à destination des rectorats afin d'accompagner les établissements du supérieur dans la préparation de leurs budgets initiaux. Dans ce document, le ministère évoque « le contexte de fortes contraintes qui appelle une vigilance accrue dans l'évaluation des recettes et des dépenses » et la nécessité pour les établissements de « renforcer le pilotage de leurs moyens ».

Concrètement, le rectorat demande d'inscrire au budget initial 2026 une subvention pour charges de service public (SCSP) correspondant aux mesures sociées du dernier montant notifié en 2025, tout en procédant à quelques ajustements sur les actions spécifiques, relatives aux droits d'inscriptions des étudiants boursiers et au soutien de la vie étudiante. La SCSP calculée sera donc minorée de la plupart des mesures non pérennes y compris des Contrats d'Objectifs de Moyens et de Performance (COMP) mais majorée d'une compensation au titre du CAS pensions et de la Prestation sociale compensatoire (PSC) à hauteur de 40 % du surcoût prévisionnel de la hausse de CAS Pension, ainsi que des extensions en année pleine (EAP) des Chaires professeurs juniors (CPJ) 2025 et de la revalorisation des contrats doctoraux au 1^{er} janvier 2026. D'autres mesures qui interviendront au cours de l'année 2026, telles que la prise en charge de l'indemnité VMRR, ne feront l'objet d'aucun financement complémentaire.

Ces nouvelles contraintes s'ajoutent aux mesures salariales prises en 2023 dans le cadre des « rencontres salariales » et qui ne sont toujours que partiellement compensées conformément au courrier de novembre 2023 ; soit au total 1,82 M€ de dépenses salariales qui restent à la charge de l'établissement.

1.2 Éléments internes à l'Université

1.2.1 Les choix stratégiques d'Avignon Université

La stratégie de différenciation a orienté les politiques d'établissement depuis plus de 20 ans, autour des deux thématiques « identitaires » – Agrosociétés et Culture, patrimoine, sociétés numériques. Elle s'est appuyée sur des partenariats académiques majeurs avec INRAE et CNRS. Enfin, elle nous a conduit à repenser l'organisation interne de l'établissement et ses interfaces avec son environnement socio-économique. Ce processus a abouti à la création des deux Instituts thématiques et aux projets Villa Créative et Villa Naturalité, instruments au service du développement des partenariats sur nos axes de spécialisation.

Les orientations stratégiques d'AU s'inscrivent dans ce cadre renouvelé. Elles priorisent trois axes principaux pour la période quinquennale à venir :

- l'accélération de la dynamique de différenciation: la signature scientifique de l'établissement doit lui garantir son statut d'université de plein exercice, ancrée dans son territoire et qui développe une recherche de niveau international. L'accélération de cette dynamique mobilisera les instituts et devra conduire à renforcer à la fois l'offre de formation, la recherche et l'attractivité de l'établissement dans nos thématiques de spécialité.
- la structuration et la valorisation des écosystèmes thématiques : la politique partenariale doit donner les moyens du développement de l'établissement en formation comme en recherche. Elle placera l'établissement au cœur des réseaux liés à nos spécialités scientifiques pour mieux valoriser les produits de notre recherche, mieux former et insérer nos étudiants, consolider la place essentielle que l'université joue dans son territoire, la rendre plus attractive aux niveaux national et international.
- l'engagement dans la responsabilité sociétale et environnementale : l'établissement doit tendre vers l'exemplarité environnementale et sociétale. Le schéma directeur de la durabilité doit être mis en œuvre. L'établissement doit par ailleurs consolider sa politique de prévention des violences et des discriminations et de prise en compte des diversités. Enfin, nous devons nous doter des moyens du renouvellement du dialogue science et société.

Ces orientations s'inscrivent dans le contexte d'une tension budgétaire renouvelée, d'efforts importants mobilisés pour répondre à l'enjeu de voir nos effectifs étudiants repartir durablement à la hausse, et pour accroître le taux d'étudiants en Master (le niveau actuel autour de 15% étant anormalement bas).

En 2026, nos efforts devront principalement porter sur l'attractivité d'une offre de formation qui doit conduire à la réussite et à l'insertion, la structuration et la valorisation des partenariats en recherche et formation ainsi que l'intégration des questions sociétales et environnementale au cœur des missions et du fonctionnement de l'établissement.

Cette déclinaison pour 2026 des orientations stratégiques de l'établissement s'appuiera sur des modalités de pilotage qui confirment les composantes en portage et en coordination sur toutes les grandes missions de l'établissement, dans leur périmètre thématique. Les COMP de composantes seront un des grands instruments de ce pilotage plus partagé du projet d'établissement.

1.2.2 Des contrats d'objectifs, de moyens et de performance pour accompagner la stratégie d'Avignon Université

Le cadre général est celui fixé par le projet d'établissement, incarné dans son COMP, qui doit être décliné au sein du périmètre de chaque composante dans le cadre de leur COMP. L'ambition du COMP Composantes est donc d'une part d'inscrire les actions des composantes dans la dynamique de la stratégie d'établissement et d'autre part d'appréhender leurs projets afin d'envisager les moyens pour les accompagner.

Le COMP Composantes est un levier supplémentaire pour mettre en synergie les moyens et les priorités stratégiques de son offre de formation (effectifs, réussite, insertion professionnelle, équilibre L/M, nombre d'apprentis, etc.) et de son activité de recherche. Il s'agit d'impulser une dynamique d'établissement, commune à l'ensemble des composantes, afin de renforcer l'attractivité de l'université et de répondre aux besoins de son territoire et de sa jeunesse.

Le COMP décline au sein de chaque composante des orientations pluriannuelles stratégiques, sur les volets Formation et Recherche. Ces orientations sont déclinées annuellement, avec des objectifs, des jalons qui soient évaluables, accompagnés des indicateurs pour le faire. Les financements et les moyens RH seront liés aux besoins, aux ambitions et aux engagements affichés dans les COMP Composantes.

1.2.3 Fondation universitaire

Les comptes de la fondation sont présentés et votés séparément du budget initial de l'établissement depuis l'exercice budgétaire 2024.

Le conseil de gestion de la fondation universitaire d'Avignon est présidé par Georges Linarès, professeur des universités et Président d'Avignon Université qui a nommé une directrice, Anne-Lise Rosier.

Le conseil de gestion de la fondation s'est réuni le 24 novembre 2025 pour délibérer sur un projet de budget pour 2026. Cette instance a arrêté un budget prévoyant 10 000 € de dépenses de fonctionnement et 20 000 € de recettes. D'un point de vue patrimonial, le résultat prévisionnel de la fondation affiche un excédent de 10 000 € qui viendront abonder le fonds de roulement en 2026.

La part non-consomptible de la dotation a fait l'objet d'un placement bancaire à court terme depuis 2024 ; il est en cours de renouvellement actuellement.

2 Axes d'élaboration du budget 2026

Ce budget traduit la stratégie de l'établissement définie dans la lettre de cadrage de juin 2025 et validée lors du débat d'orientation budgétaire du 26 juin. Il est soumis, cette année encore, à de fortes contraintes.

L'élaboration du budget 2026 s'inscrit dans une tendance au ralentissement des ressources de l'établissement.

La part « fonctionnement » de la SCSP, hors crédits spécifiques, baisse d'environ 2% chaque année tandis que les charges de fonctionnement et de personnels de l'établissement ne cessent d'augmenter (respectivement + 9% et + 11% depuis 2021 sur la base des exécutions 2021 et 2024). Actuellement, la dotation de SCSP ne couvre pas les hausses liées à l'inflation et ne compense pas l'intégralité des mesures salariales prises depuis l'été 2023, laissant à l'établissement la charge de supporter ces dépenses. Ce niveau de dotation devrait au mieux être maintenu en 2026.

Les autres subventions publiques, hormis l'ANR et l'Europe qui affichent un financement constant ou en légère hausse, ont plutôt tendance à se maintenir à un niveau assez faible notamment pour les collectivités.

Les ressources propres, après avoir fortement progressé jusqu'en 2021, se stabilisent aux alentours de 6,7 M€ fin 2024, soit 200 k€ de plus qu'en 2023. Ces moyens (liés à la recherche, la formation continue et l'apprentissage), s'ils traduisent le développement de l'activité dans ces domaines, ne constituent pas une ressource nette suffisante pour accompagner la totalité des besoins de l'établissement. Ils représentent moins de 10% des recettes de l'établissement, hors subventions publiques.

Faisant partie de la dernière vague de déploiement des COMP, AU a présenté son projet au Ministère au cours du dernier trimestre 2024 permettant d'envisager un financement au moins à hauteur de 0,8 % de sa SCSP sur trois ans afin de dynamiser cette trajectoire dans un environnement budgétaire incertain. A ce stade, le COMP, bien que validé par le Ministère, n'a pas fait l'objet d'un premier versement tel qu'il avait été indiqué avant l'été. Ces incertitudes de calendrier perdurent avec la mise en place du COMP rénové dans la région académique, annoncé dès le 8 avril 2025 par le ministre, qui doit être mis en œuvre concomitamment et pour cinq ans en adoptant une ambition plus poussée et un ancrage territorial renforcé.

Dans ce contexte contraint, il s'agit d'assurer la maîtrise des dépenses de fonctionnement ainsi que de masse salariale en lien avec les moyens 2026, en honorant les engagements pris dans le cadre du CPER tout en maintenant les investissements nécessaires à l'entretien bâtementaire et à l'accompagnement de nos activités.

2.1 Le budget de fonctionnement

Depuis 2021, AU se trouve confrontée, comme tous les établissements d'enseignement supérieur, à une inflation généralisée et à une hausse importante de certaines de ses charges de gaz et d'électricité. Parallèlement, de nouvelles dépenses sont apparues pour répondre à des besoins tant conjoncturels que structurels : on soulignera notamment les dépenses de gardiennage liées aux directives nationales du Plan Vigipirate (300 k€ en 2023, 550 k€ en 2024) ainsi que les dépenses relatives aux systèmes d'information (SI) telles que l'acquisition de logiciels, jusque-là financés en investissement mais désormais considérés comme des dépenses de fonctionnement, soit 250 k€ de plus par rapport à 2022 dont 150 k€ de plus rien qu'entre 2024 et 2025 notamment avec les SI SIHAM, SIFAC, OSE, le SID, ABYLA... Depuis l'ouverture de la Villa Créative en mai 2025, les coûts

et recettes associées à cet espace seront désormais à prendre en compte en année pleine dans la construction des budgets de l'établissement.

Afin de compenser ces augmentations, l'établissement a mis en œuvre depuis 2022 une démarche volontaire de maîtrise de ses dépenses de fonctionnement avec la réduction de ses consommations notamment d'énergie grâce à des travaux de rénovation énergétique entrepris depuis plusieurs années, mais également de fournitures, de documentation... et la couverture étendue de ses achats par la commande publique et des marchés plus performants.

En 2026, l'établissement continuera à intégrer les objectifs de développement durable et la protection de l'environnement dans ses dépenses de fonctionnement en supprimant les impressions et photocopies inutiles, en rallongeant les délais de renouvellement des matériels, en limitant les déplacements, en intégrant des critères de développement durable dans sa politique d'achat, etc... Cette année encore, dans le contexte de surcoût énergétique général, il veillera encore plus particulièrement aux économies d'eau et d'électricité. L'établissement s'attachera à favoriser toutes mesures de sobriété et de performance énergétiques, à déployer des actions volontaristes contenues dans son « schéma directeur durabilité » - lequel, en réponse aux enjeux du Plan climat-biodiversité et transition écologique du ministère, implique de nombreux services dans le cadre budgétaire très contraint.

2.2 Le budget de personnel

Après une augmentation constante entre 2020 et 2024 principalement grâce aux financements exceptionnels reçus de la tutelle, l'effectif du personnel employé par l'université progresse encore en 2025 (+ 20 ETPT entre mai 2024 et mai 2025) avec les projets ASDESR Expansion, les contrats financés de type recherche et post-doc ainsi qu'avec les contrats doctoraux sur projet ainsi que sur chaires partenariales qui pèsent sur la masse salariale université.

Le glissement vieillesse technicité en augmentation constante, est passé de 158 k€ en 2020 à 345 k€ en 2021 et 471 k€ en 2022 ; il s'est stabilisé à 490 k€ depuis 2024 et commence à diminuer pour se rapprocher des 450 k€. Ce poste de dépense affecte durablement la capacité financière de l'établissement en absorbant la quasi intégralité des économies liées aux sorties. De plus les mesures nouvelles intervenues depuis 2021 génèrent des effets importants sur la masse salariale, notamment les mesures gouvernementales « Guérini » avec la hausse du point d'indice, la revalorisation de 5 points d'indice, les mesures bas salaires et les relèvements successifs du SMIC, de même que l'augmentation du CAS Pensions 2026, les mesures LPR, la participation mutuelle, et à compter du 1^{er} mai 2026 la protection sociale complémentaire, l'indemnisation du télétravail, la revalorisation du Compte Epargne Temps et du remboursement domicile-travail ainsi que le forfait mobilités durables.

Le montant des mesures non financées impactant le budget 2026 s'élève à 1 827 587 €. Ce restant à charge pour l'établissement se décompose comme suit :

- 60% de la hausse 2026 de 4% du CAS Pensions : 480 062 €
- 100% de la mutuelle PSC chiffrée à 147 520 €
- 100% des cotisations patronales VMRR de 0,15% à compter de 07/2025 : 64 200 €
- 50% voire 100% des mesures antérieures partiellement ou non financées : 1 135 805 € (dont hausse de la valeur du point d'indice 798 900 €, revalorisation 5 points d'indice 202 500 €, mesures bas salaires grilles catégories C et B 7 660 €, relèvement su SMIC en janvier et novembre 2024 pour 27 400 €, hausse du remboursement domicile travail 29 500 €, charge patronale forfait social PSC 6 300 €, revalorisation de l'indemnisation du CET 24 392 €, revalorisation de l'indemnisation du télétravail 39 153 €).

Dans les années passées, des moyens spécifiques (programmes d'investissements d'avenir, appels à projets, formation en alternance, etc.) ou des départs et vacances de postes ont pu aider l'établissement à couvrir les besoins en masse salariale. Pour 2026, Avignon Université continuera sa politique de maîtrise de la masse salariale mais seul le COMP pourrait apporter des marges de manœuvre à l'établissement.

La campagne d'emplois 2026 concernera, à titre prévisionnel :

- 6 emplois de maître de conférences ;
- 1 recrutement de PR au titre du 3° de l'Article 46 du décret 84-431 du 6 juin 1984, qui constitue le support à une demande de financement pour une Chaire de Professeur Junior (CPJ) ;
- 4 emplois de BIATSS en repyramidage (2 ASI et 2 TECH).

Enfin, afin de sécuriser la trajectoire financière de l'établissement, l'offre de formation et les maquettes ont été ajustées afin de limiter les enveloppes d'heures de cours complémentaires, tout comme les EQS (équivalences de service) rémunérant les responsabilités des enseignants-chercheurs.

2.3 Le budget d'investissement

Face à la diminution progressive du fonds de roulement, l'établissement a décidé que son Plan pluriannuel d'investissement (PPI) porterait uniquement sur les deux opérations du CPER 21-27 « Rénovation de la bibliothèque universitaire » et « Villa naturalité » auxquelles il participe financièrement à hauteur de 4,5 M€.

L'établissement continue cependant à mettre en œuvre un programme d'investissement chaque année portant sur la rénovation nécessaire de ses bâtiments tant d'un point de vue énergétique que de réaménagement de ses espaces de travail. En 2026, près de deux millions d'euros seront consentis à ces opérations ainsi qu'à la poursuite de la modernisation des systèmes d'information et du parc informatique et de l'amélioration de la sûreté.

Parallèlement, AU va poursuivre sa démarche et présenter de nouveaux projets, en vue d'obtenir les financements mis en place par le plan de transition énergétique.

3 Budget en autorisations budgétaires

3.1 Les prévisions d'encaissement de SCSP

Les universités ne disposent pas cette année encore d'une pré-notification de SCSP au moment de leur construction budgétaire. C'est donc sur la base des directives de la Dgesip et du rectorat qu'AU a évalué sa dotation ministérielle 2026.

Le montant soclé de la SCSP a été repris : 53 469 595 € en masse salariale et 3 424 123 € en fonctionnement.

Ont été rajoutées les mesures liées aux droits d'inscription des étudiants boursiers en prenant en compte l'augmentation des étudiants (589 910 €) au soutien de la vie étudiante (113 129 €) et aux étudiants en situation de handicap (118 482 €) ainsi que le remboursement du dispositif psy étudiants qui a fortement augmenté en 2025 (115 000 €).

Enfin, ont été calculés les compensations de 40% des surcoûts liés à la hausse du CAS pensions (320 042 €) ainsi que l'EAP des CPJ 2025 (56 375€) et la revalorisation des contrats doctoraux au 1^{er} janvier 2026 (103 500 €).

L'évaluation réalisée ainsi de manière prudente s'élève à **58 310 156 €**.

3.2 Les prévisions d'encaissement des autres recettes

C'est avec la même précaution que les autres recettes ont été évaluées.

La fiscalité affectée, qui a fait l'objet d'une augmentation au budget rectificatif 2025 (473 k€), a été évaluée à **475 k€** dans la mesure où les inscriptions repartent à la hausse.

Les autres financements publics sont sensiblement équivalents à ceux prévus en 2025 ; ils s'élèvent à **3 565 134 € et 2 814 820 € fléchés dont 850 000€ sur les opérations du CPER**.

Subventions Région	463 832 dont 300 000 fléchés
Union européenne	915 198
Agence nationale de la recherche	3 222 786 dont 1 664 820 fléchés
Autres subventions	1 738 947 dont 850 000 fléchés
Autres recettes	51 991
TOTAL AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	6 392 754

Les recettes propres sont prévues en baisse par rapport à l'exécution 2024 (- 700k€) notamment sur les recettes liées à la recherche et à la valorisation dont l'évaluation sincère ne peut se faire que tout au long de l'année.

Droits universitaires

La prévision a été établie sur la base d'un nombre d'inscrits en hausse (+ 260k€) **1 050 000**

Formation continue

La prévision a été établie sur la base des remontées des services et composantes et traduit une prévision de recettes sensiblement en hausse par rapport à 2025 amplifiée par des reliquats qui seront encore versés en 2026 par le CFA (+ 700 k€). **3 288 479**

Taxe d'apprentissage

L'établissement a décidé d'augmenter légèrement le montant 2026 compte tenu des retours de la plateforme Soltéa (+ 100 k€). **234 000**

Contrats et prestations de recherche hors ANR

L'activité de recherche reste soutenue avoisinant le million d'euros. **954 979**

Autres

Dont valorisation de la recherche, divers projets de recherche, locations de salles et autres ressources « patrimoine immobilier », financement activités sportives, édition et documentation, vente d'encarts publicitaires, dons... **791 654**

TOTAL RECETTES PROPRES 6 299 112

TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES ENCAISSABLES 71 464 223

Cas des recettes fléchées : conformément à la réglementation, Avignon Université a décidé de continuer de flécher pour 2025, un certain nombre de recettes, dès lors qu'elles répondent aux critères suivants :

- financements dont l'attribution définitive est soumise à justification des dépenses correspondantes auprès du financeur ;
- opérations dont le montant est significatif au regard du budget de l'établissement (supérieur à 700 000 euros).

Les opérations retenues par l'établissement sont :

- l'opération CAPACITE, réponse à l'appel à projet « nouveaux cursus universitaires » financé par le plan d'investissements d'avenir (PIA 3) [7,9 M€] ;
- le projet IMPLANTEUS, réponse à l'appel à projets d'écoles universitaires de recherche (EUR) du PIA3 [5,0 M€] ;
- le projet PANORAMA (PIA territoires d'innovation pédagogique (TIP) volet « orientation vers les études supérieures ») [0,78 M€] ;
- le projet ASDESR « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » [2,0 M€];
- le CPER « Contrat de plan Etat-Région » 2021-2027 portant sur la rénovation de la bibliothèque universitaire [3,9 M€] ;
- le CPER « Contrat de plan Etat-Région » 2021-2027 portant sur la villa Naturalité [12 M€].

Commentaires sur la répartition des recettes :

Les recettes encaissables d'Avignon Université se répartissent, par ordre décroissant, de la manière suivante :

Subvention pour charges de service public	58 310 156
Formation continue, diplômes propres et VAE	3 288 479
Autres subventions	1 738 947
ANR investissements d'avenir	1 706 304
ANR hors investissements d'avenir	1 516 482
Contrats & prestations de recherche hors ANR	954 979
Union européenne	915 198
Droits d'inscription	1 050 000
Autres recettes (hors subventions)	565 470
Fiscalité affectée	475 000
Région	463 832
Taxe d'apprentissage	234 000
Valorisation	197 575
Fondation fonds propre/réserve/don/leg	47 800
TOTAL	71 464 222

Comme on peut le constater, la dotation du MESRI continuera de représenter l'essentiel des ressources encaissables de l'université (81,8 %), très loin devant toutes les autres. Les recettes propres représentent 8,5 % de recettes encaissables, soit près de 1,5 points de plus qu'en 2025.

3.3 Les prévisions d'autorisations d'engagement

Les prévisions d'autorisations d'engagement en fonctionnement et en investissement

L'élaboration du budget d'engagement 2026 résulte, des conférences budgétaires menées avec les services et composantes de l'université ainsi que des travaux d'analyse des achats prévisionnels menés par les pôles « budget », « recherche et formation » et « achats et commande publique » de la DAF.

Cette analyse a été conduite par typologie de contrats (marchés existants, renouvellements de marchés, marchés à bons de commande, commandes simples). Elle inclut les dépenses de logistique, de maintenance et les travaux immobiliers

Autorisations d'engagement			
	BI 2025 (M€)	BR 2025 (M€)	BI 2026 (M€)
Personnel	58,42	59,14	59,94
Fonctionnement	11,69	12,27	12,06
Investissement	3,33	2,63	4,10
TOTAL DES DÉPENSES	73,43	74,03	76,10

Comparées à celles du budget rectificatif de 2025, les autorisations d'engagement du budget initial 2025 sont en hausse, traduisant principalement la prise en compte de la hausse de la masse salariale qui représente 79 % du budget en 2025, et dans une moindre mesure la hausse des dépenses d'investissement qui reviennent à un niveau moyen avec le lancement des opérations du CPER (5,3% du budget) tandis que les dépenses de fonctionnement se maintiennent (15,7 % du budget).

Les prévisions d'emplois et de masse salariale

Plafond d'emplois

Le plafond d'emplois 2026 a été ajusté par rapport à celui du budget rectificatif 2025 ; la répartition entre plafonds et catégories évolue par rapport au budget précédent notamment du fait du non remplacement des départs de titulaires enseignants et BIATSS ou par le recrutement ciblé de contractuels et de ce fait du transfert vers le plafond Etat de ces emplois pérennes financés par de la SCSP.

Le plafond d'emplois global est fixé à 772 ETPT au maximum et se décompose en un plafond Etat de 636 ETPT et un plafond Ressources Propres de 136 ETPT. Pour mémoire, le plafond d'emplois au Budget Rectificatif 2025 s'élevait à 766 ETPT, soit 608 sous plafond Etat et 158 sous plafond ressources propres.

Masse salariale

Le budget initial 2026 masse salariale est évalué à **59 942 715 €**.

Les dépenses de masse salariale devraient connaître en 2026 une augmentation de **822 859 €** par rapport à la prévision d'atterrissage du budget rectificatif 2025.

Les principaux déterminants de cette évolution sont les suivants :

- La nouvelle prévision d'augmentation de 4% du CAS Pensions : cette mesure est évaluée à **+ 800 104 €** ;
- Le glissement vieillesse-technicité (GVT) évalué à **+ 455 700 €** ;
- La mise en place de la mutuelle à compter de mai 2026 évaluée à **+ 147 258 €** ;
- La prise en compte de la nouvelle cotisation patronale Versement Mobilité Régional Rural de 0,15% avec effet au 01/07/2025 évaluée à **+ 64 200 €** ;
- L'extension en année pleine (EAP) du schéma d'emplois 2025 estimé à **- 49 868 €** qui correspond à l'EAP des départs et décalages 2025 ainsi qu'aux recrutements réalisés au titre de la campagne d'emplois 2025 ;
- Les mesures LPR dont la revalorisation des contrats doctoraux et une prévision d'ajustement à la baisse du RIPEC C3 évaluées à **+ 63 500 €** ;
- Le schéma d'emplois prévisionnel estimé à **- 658 035 €**, qui correspond aux départs prévus, aux départs statistiques 2026 ainsi qu'à la campagne d'emplois 2026, incluant également le décalage des dépenses au titre du COMP, les repyramidages, les prévisions limitées de remplacements par des agents non titulaires et des décalages dans les recrutements.

3.4 Les prévisions de décaissements

Les crédits de paiement nécessaires à l'exécution budgétaire relèvent à la fois d'engagements antérieurs et de ceux qui seront pris lors de l'exercice 2026.

Crédits de paiement			
	BI 2025 (M€)	BR 2025 (M€)	BI 2026 (M€)
Personnel	58,42	59,14	59,94
Fonctionnement	11,46	12,04	11,95
Investissement	2,93	2,23	3,45
TOTAL DES DÉPENSES	72,81	73,41	75,35

Par convention, les autorisations d'engagement et les crédits de paiement de l'enveloppe de personnel sont égaux.

Les crédits de paiement inscrits au budget 2026 sont, pour ce qui concerne l'enveloppe de fonctionnement, proches des autorisations d'engagement. Ils sont destinés à honorer les dépenses effectuées en 2026 en exécution des engagements qui seront pris en 2026, mais également à couvrir les dépenses correspondant à des engagements pris antérieurement. L'analyse des opérations pluriannuelles menée par la DAF indique que l'écart entre les engagements pris en 2025 qui donneront lieu à consommation de crédits de paiement en 2026, d'une part, et les engagements pris en 2026 qui donneront lieu à consommation de crédits de paiement en 2026 et ultérieurement, d'autre part, fait apparaître un léger décalage soit un écart de moins de 200 k€ entre les AE et les CP de fonctionnement.

En section d'investissement, les AE sont supérieures aux CP d'environ 500 k€. Cela résulte d'un décalage dans les opérations immobilières qui consommeront plus d'AE que de CP en 2026 notamment en raison des délais de passation des marchés publics de travaux qui seront lancés au 2^{ème} semestre 2026.

3.5 Le déficit budgétaire et l'équilibre financier 2026

Le déficit budgétaire prévisionnel, traduction d'un montant de décaissements supérieur à celui des encaissements, est le résultat de la volonté de l'établissement de mener les opérations d'investissement décrites plus haut mais également de l'absence de financement par l'Etat des mesures salariales qui ont été prises.

Le **solde budgétaire affiche un déficit prévisionnel de 3 881 890 €.**

Une fois pris en compte, outre l'exécution budgétaire, les décaissements et encaissements au nom et pour le compte de tiers, d'une part, sur comptes de tiers d'autre part, l'équilibre financier sera réalisé avec un prélèvement sur la trésorerie; ce qui viendra diminuer la trésorerie de 3 735 686 k€ :

- Opérations au nom et pour compte de tiers – 138 k€,
- Opérations sur compte de tiers + 284 k€,
- Opérations budgétaires fléchées – 1 351 k€,
- Opérations budgétaires non fléchées – 2 384 k€.

4 La situation patrimoniale de l'établissement

4.1 Compte de résultat

Le budget initial 2026 présente un compte de résultat prévisionnel en déficit de **1 949 160 €**.

La part non compensée des coûts liés aux « rencontres salariales 2023 » continue à peser de plus de 1,1 M€ chaque année sur le budget de l'établissement.

Les mesures nouvelles prises par l'Etat pour 2026 compensées partiellement ou sans contrepartie financière s'élèveront à **700 k€** pour Avignon université :

- 480 k€ à la charge de l'établissement représentant 60% de la hausse 2026 de 4% du CAS Pensions,
- 150 k€ à la charge de l'établissement représentant 100% de la mutuelle PSC,
- 65 k€ non compensés résultant des cotisations patronales VMRR de 0,15% à compter de 07/2025.

Demeurent également les coûts de l'énergie qui restent, bien qu'en baisse, plus élevés qu'avant la crise et de nouvelles dépenses conjoncturelles et structurelles :

- 200 k€ au titre de l'augmentation du prix de l'énergie par rapport au niveau de 2021,
- 300 k€ au titre du plan Vigipirate qui induit un coût annuel de gardiennage non négligeable même si des efforts sont réalisés pour maîtriser ce poste de dépenses,
- 250 k€ de dépenses structurelles de systèmes d'information.

Ce budget prévoit un prélèvement sur fonds de roulement de **2 481 890 €**, destiné à financer ce déficit ainsi que les opérations d'investissement.

En droits constatés, sont inscrits 74 993 382 € en charges et en produits.

Les prévisions de charges et d'emplois se décomposent par enveloppe de la manière suivante :

- Personnel : 59 080 715 €
- Fonctionnement : 15 912 667 € (dont dotation aux amortissements : 4 200 000 €)
- Investissement : 3 452 730 €

Les prévisions de produits et de ressources se décomposent de la manière suivante :

- Fonctionnement : 73 044 222 €
- Déficit de fonctionnement : 1 949 160 €
- Investissement : 1 300 000 €

L'IAF (l'insuffisance d'autofinancement) s'élève à **329 160 €**. Le prélèvement sur fonds de roulement finance les dépenses d'investissement et l'insuffisance de financement soit une part des dépenses de fonctionnement.

4.2 Équilibres généraux et soutenabilité budgétaire

La trésorerie devrait connaître une baisse de **3,7 millions d'euros**, dont 1,35 M€ de part fléchée et 2,28 M€ non fléchée.

Elle s'élèvera toutefois à **10,28 millions d'euros** à fin 2026 (51 jours de fonctionnement).

Après prise en compte du budget rectificatif 2025, le fonds de roulement net global prévisionnel total 2026 s'établira à **4,5 millions d'euros** (22,6 jours de fonctionnement).

Les ratios de soutenabilité budgétaire, à l'exception de la trésorerie, sont fragilisés par les incertitudes liées aux versements de l'Etat. Le ratio sur les charges de personnel n'est plus tenable sans les financements correspondants aux mesures salariales prises par l'Etat. En revanche, en neutralisant l'impact des mesures 2026 (soit 700 k€ de dépenses non compensées), le ratio s'établirait au niveau du seuil de soutenabilité budgétaire soit 83 %.

Indicateurs de soutenabilité budgétaire	
Niveau Final de trésorerie (>30 jours de fonct. en CP hors Inv.)	51 Jours
Niveau Final du FDR (>15 jours de CP hors Inv.)	22,6 Jours
Les charges de personnel (< 83% des produits encaissables)	83,84 %

A court terme, l'établissement devrait être en mesure d'assurer ces engagements au titre des opérations du CPER 2021-2027 dans lesquelles il doit participer à hauteur de 4,5 M€, et de poursuivre sa politique annuelle d'investissement.

A moyen terme, les restes à engager et les restes à payer sur opérations pluriannuelles, soit **27,7 M€**, sont inférieurs à la somme du niveau de trésorerie final prévu en fin d'exercice et des restes à encaisser sur ces mêmes opérations (**31,5 M€**) en confirmant le caractère soutenable cette année encore sur ces opérations.

Glossaire

Achats : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières , matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

Autorisations d'engagement (AE) : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

Capacité d'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

Charges : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ; de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ; d'impôts et de taxes non récupérables ; de prêts d'argent. Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

Charges de personnel : voir *dépenses de personnel*

Charges décaissables : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

Compte de résultat : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

Compte financier : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

CPER : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Crédits de paiement (CP) : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

CVEC : contribution de vie étudiante et de campus.

Dépenses de personnel : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

DGESIP : direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle.

Dotation aux amortissements : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

EAP : extension en année pleine.

Fonds de roulement : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

GVT : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

LFI : loi de finances initiale

LPR : loi de programmation pour la recherche.

MESRI : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

NCU : nouveaux cursus universitaires.

Part consommable : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

PPI : programme pluriannuel d'investissement.

Produits : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

Produits encaissables : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

Ressources propres : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

Résultat de fonctionnement : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

SCSP : subvention pour charges de service public.

Solde budgétaire : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

Subvention pour charges de service public (SCSP) : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

Taux d'exécution : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

Taux de réalisation : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

Trésorerie : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.

Etablissement :	AVIGNON UNIVERSITE
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

EPSCP - synthèse des documents budgétaires

Budget initial 2026

N°	Intitulé du tableau	Périmètre	Soumission au CA
1	Tableau emplois	budget de l'établissement	Pour vote
2	Tableau autorisations budgétaires	budget principal budget annexe	Pour vote
3	Tableau dépenses par destination + recettes par origine	budget principal budget annexe	Pour information
4	Tableau équilibre financier	budget principal budget annexe	Pour vote
5	Tableau opération pour compte de tiers	budget de l'établissement	Pour information
6	Situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	budget principal budget annexe	Pour vote
7	Tableau plan de trésorerie	budget principal budget annexe	Pour information
8	Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	budget de l'établissement	Pour information
9	Tableau agrégé des opérations pluriannuelles	budget de l'établissement	Pour vote
10	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	budget de l'établissement	Pour information
	Tableau de synthèse budgétaire et comptable	budget de l'établissement	Pour information

Etablissement :	Budget établissement
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

Tableau 1
Tableau des emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP	Global
Catégories d'emplois		Nature des emplois	En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	248 (1)		248
		CDI	5		5
	Non permanents	CDD	74	43	117
S/total Enseignants			327	43	370
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS					-
BIATSS	Permanents	Titulaires	200 (2)		200
		CDI	51	-	51
	Non permanents	CDD	58	93	151
S/total Biatss			309	93	402
Totaux			636 (3)	136	772
					Plafond global des emplois voté par le CA
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			650 (5)		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

Etablissement :	Etablissement Principal
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

Dépenses				
	Montants BR 2025		Montants BI 2026	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	59 119 856	59 119 856	59 942 715	59 942 715
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	15 870 692	15 870 692	16 650 098	16 650 098
Fonctionnement et intervention	12 264 569	12 038 499	12 055 846	11 950 667
Investissement	2 625 990	2 225 990	4 102 730	3 452 730
TOTAL DES DÉPENSES	74 010 415	73 384 345	76 101 291	75 346 112

Recettes		
Montants BR 2025	Montants BI 2026	
RE	RE	
67 693 574	68 649 403	Recettes globalisées
57 816 659	58 310 156	Subvention pour charges de service public
312 701	-	Autres financements de l'Etat
472 857	475 000	Fiscalité affectée
3 434 793	3 565 134	Autres financements publics
5 656 563	6 299 113	Recettes propres
2 143 780	2 814 820	Recettes fléchées **
250 000	850 000	Financements de l'Etat fléchés
1 893 780	1 964 820	Autres financements publics fléchés
-	-	Recettes propres fléchées
69 837 354	71 464 223	TOTAL DES RECETTES

Solde budgétaire (excédent)	-	-	-	-
------------------------------------	---	---	---	---

3 546 991	3 881 890	Solde budgétaire (déficit)
------------------	------------------	-----------------------------------

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Etablissement :	Etablissement Principal
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

Dépenses par destination et recettes par origine

Tableau 3

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme								
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total		
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Formation initiale et continue	35 601 407	35 601 407	1 522 105	1 522 105	136 416	136 416	37 259 927	37 259 927	= D101+D102+D103
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	23 886 416	23 886 416	665 557	665 557	80 000	80 000	24 631 973	24 631 973	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	9 608 274	9 608 274	204 146	204 146	56 416	56 416	9 868 836	9 868 836	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	2 106 717	2 106 717	652 402	652 402	-	-	2 759 119	2 759 119	
D105 - Bibliothèques et documentation	2 542 953	2 542 953	679 275	679 275	-	-	3 222 228	3 222 228	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	2 190 519	2 190 519	470 217	465 217	258 146	258 146	2 918 882	2 913 882	=D201+D202+D203
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	3 772 000	3 772 000	383 368	383 368	61 838	61 838	4 217 206	4 217 206	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	1 483 356	1 483 356	187 686	187 686	99 825	99 825	1 770 868	1 770 868	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-	
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	788 070	788 070	109 221	109 221	95 801	95 801	993 092	993 092	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	4 278 570	4 278 570	302 929	302 929	12 204	12 204	4 593 704	4 593 704	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	488 700	488 700	1 611 435	1 611 435	268 500	268 500	2 368 635	2 368 635	
D114 - Immobilier	2 428 953	2 428 953	2 186 500	2 186 500	1 734 000	1 084 000	6 349 453	5 699 453	
D115 - Pilotage et support	5 386 325	5 386 325	3 831 554	3 731 375	1 436 000	1 436 000	10 653 879	10 553 700	
Étudiants	981 861	981 861	771 556	771 556	-	-	1 753 417	1 753 417	
D201 - Aides directes aux étudiants	5 905	5 905	339 340	339 340	-	-	345 245	345 245	
D202 - Aides indirectes	10 022	10 022	257 966	257 966	-	-	267 988	267 988	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	965 934	965 934	174 250	174 250	-	-	1 140 184	1 140 184	
Total	59 942 715	59 942 715	12 055 846	11 950 667	4 102 730	3 452 730	76 101 291	75 346 112	

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	-
------------------------------------	----------

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subventions pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	58 310 156								58 310 156
Droits d'inscription					1 050 000			-	1 050 000
Formation continue, diplômes propres et VAE					3 288 479			-	3 288 479
Taxe d'apprentissage					234 000			-	234 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR					954 979			-	954 979
Valorisation					197 575			-	197 575
ANR investissements d'avenir				41 484			1 664 820		1 706 304
ANR hors investissements d'avenir				1 516 482			-		1 516 482
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				163 832			300 000		463 832
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				915 198			-		915 198
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		-		876 147	12 800	850 000	-	-	1 738 947
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs		-		-	47 800		-	-	47 800
Autres recettes			475 000	51 991	513 479		-	-	1 040 470
Total	58 310 156	-	475 000	3 565 134	6 299 112	850 000	1 964 820	-	71 464 222

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	3 881 890
-----------------------------------	------------------

NB1 : Le tableau des recettes par origine doit être renseigné en prévision de recettes et correspondre avec le tableau du solde budgétaire.

Etablissement :	Etablissement Principal
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

Tableau 4
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)		
	Montants BR 2025	Montants BI 2026
Solde budgétaire (déficit)	3 546 991	3 881 890
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>	3 546 991	3 881 890
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>	-	-
<i>dont solde budgétaire FU</i>	-	-
<i>dont solde budgétaire BAI</i>	-	-
<i>dont solde budgétaire SIE</i>	-	-
Remboursements d'emprunts (capital)	-	-
Nouveaux prêts (capital)	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	849 330	884 565
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	105 231	105 231
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	4 501 551	4 871 686
Variation de trésorerie	-	-
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	-	-
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	-	-
TOTAL DES BESOINS	4 501 551	4 871 686

Financements (couverture des besoins)		
Montants BR 2025	Montants BI 2026	
-	-	Solde budgétaire (excédent) *
		<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
		<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
		<i>dont solde budgétaire FU</i>
		<i>dont solde budgétaire BAI</i>
		<i>dont solde budgétaire SIE</i>
-	-	Nouveaux emprunts (capital)
		Remboursements de prêts (capital)
		Dépôts et cautionnements
746 000	747 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
389 000	389 000	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
1 134 999	1 136 000	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
3 366 552	3 735 686	Variation de trésorerie
506 171	1 351 382	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
2 860 381	2 384 304	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
4 501 551	4 871 686	TOTAL DES FINANCEMENTS

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Décomposition de la variation de trésorerie

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Etablissement :	Etablissement
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
TVA	C 445	Taxe sur la valeur ajoutée	617 000	650 000
	D 445	Taxe sur la valeur ajoutée		
AMI	C 4671*	AMI -Aide Mobilité internat.	260 000	97 000
	D 4671*	AMI -Aide Mobilité internat.		
TRANET	C 4671*	TRANET	7 565	-
	D 4671*	TRANET		
TOTAL			884 565	747 000

Etablissement :	Etablissement
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

Tableau 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants BR 2025	Montants BI 2026	PRODUITS	Montants BR 2025	Montants BI 2026
Personnel	58 369 856	59 080 715	Subventions de l'Etat	60 516 659	60 016 460
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	15 870 692	16 650 098	Fiscalité affectée	472 857	475 000
Fonctionnement	16 872 499	15 912 667	Autres subventions	1 577 793	1 708 830
			Autres produits	10 530 343	10 843 932
TOTAL DES CHARGES (1)	75 242 355	74 993 382	TOTAL DES PRODUITS (2)	73 097 653	73 044 222
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	2 144 702	1 949 160
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	75 242 355	74 993 382	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	75 242 355	74 993 382

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants BR 2025	Montants BI 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 2 144 702	- 1 949 160
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 200 000	4 200 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	200 000	200 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	2 380 000	2 380 000
= CAF ou IAF*	- 524 702	- 329 160

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants BR 2025	Montants BI 2026	RESSOURCES	Montants BR 2025	Montants BI 2026
Insuffisance d'autofinancement*	524 702	329 160	Capacité d'autofinancement*	-	
Investissements	2 225 990	3 452 730	Financement de l'actif par l'État	712 701	850 000
Remboursement des dettes financières			Autres ressources	-	450 000
			Augmentation des dettes financières	-	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	2 750 692	3 781 890	TOTAL DES RESSOURCES (6)	712 701	1 300 000
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)			PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	2 037 991	2 481 890

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants BR 2025	Montants BI 2026
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT	- 2 037 991	- 2 481 890
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	1 328 561	1 253 796
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT	- 3 366 552	- 3 735 686
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	6 994 723	4 512 833
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 7 016 979	- 5 763 183
Niveau de la TRESORERIE	14 011 702	10 276 016

Etablissement :	Etablissement
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

Tableau 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à N non dénouées	Prévisionnel N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		2 139 080	787 698	-	2 137 128
Recettes fléchées	9 849 823	2 814 820	4 368 450	6 388 231	3 666 232
Financements de l'Etat fléchés	250 000	850 000	500 000	2 200 000	1 000 000
Autres financements publics fléchés	9 599 823	1 964 820	3 868 450	4 188 231	2 666 232
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées	7 710 743	4 166 202	5 652 264	8 029 243	5 482 859
Personnel (AE=CP)					
AE	5 556 633	1 911 864	1 901 428	1 428 662	152 259
CP	5 556 633	1 911 864	1 901 428	1 428 662	152 259
Fonctionnement et intervention					
AE	1 971 712	1 034 338	570 836	458 235	99 532
CP	1 928 075	1 034 338	570 836	480 581	99 532
Investissement					
AE	272 700	1 470 000	4 250 000	5 000 000	4 984 403
CP	226 035	1 220 000	3 180 000	6 120 000	5 231 068
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	2 139 080	- 1 351 382	- 1 283 814	- 1 641 012	- 1 816 627

<- Si nécessaire vous pouvez démasquer le détail des opérations fléchées.

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT OU PAR DELEGATION DE POUVOIR DU CA AU PRESIDENT

Dépenses

Opérations		Montant de l'opération	Autorisations d'engagements					Crédits de paiement					Restes	
			AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP)
RECHERCHE.EUR	CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	5 000 000	2 252 523	2 252 523	-	1 400 402	1 400 402	2 230 177	2 230 177	-	1 400 402	1 400 402	1 347 075	22 346
RECHERCHE.ASDESR	CONTRATS RECHERCHE ASDESR	2 083 056	816 625	816 625	-	533 618	533 618	816 625	816 625	-	533 618	533 618	732 813	-
RECHERCHE.NFLEC	CONTRATS RECHERCHE NON FLECHES	20 417 277	6 703 824	6 703 824	-	6 859 891	6 859 891	6 681 478	5 804 813	-	6 859 891	6 859 891	6 853 562	899 011
Total Contrats de recherche		27 500 333	9 772 972	9 772 972	-	8 793 911	8 793 911	9 728 280	8 851 615	-	8 793 911	8 793 911	8 933 450	921 357
FORMATION.NCU	PIA - NCU PROJET CAPACITE	7 900 000	4 127 630	4 127 630	-	991 682	991 682	4 114 621	4 114 621	-	991 682	991 682	2 780 688	13 009
FORMATION.PANO	PIA - PANORAMA	781 000	338 670	338 670	-	90 500	90 500	164 050	164 050	-	90 500	90 500	351 830	174 620
Total Contrats d'enseignement		8 681 000	4 466 300	4 466 300	-	1 082 182	1 082 182	4 278 671	4 278 671	-	1 082 182	1 082 182	3 132 518	187 629
PPI.CPER BU	PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	3 900 000	100 000	100 000	-	500 000	500 000	100 000	100 000	-	500 000	500 000	3 300 000	-
PPI.CPER NATU	PPI VILLA NATURALITE	12 000 000	165 597	165 597	-	900 000	900 000	118 932	118 932	-	650 000	650 000	10 934 403	296 665
Total Programme pluriannuel d'investissement		15 900 000	265 597	265 597	-	1 400 000	1 400 000	218 932	218 932	-	1 150 000	1 150 000	14 234 403	296 665
Total		52 081 333	14 504 869	14 504 869	-	11 276 093	11 276 093	14 225 883	13 349 218	-	11 026 093	11 026 093	26 300 371	1 405 651
Ss total personnel		23 019 595	8 484 596	8 484 596	-	6 268 763	6 268 763	8 318 258	8 318 258	-	6 268 763	6 268 763	8 266 236	166 338
Ss total fonctionnement		12 201 412	5 409 974	5 409 974	-	3 229 022	3 229 022	5 343 991	4 467 326	-	3 229 022	3 229 022	3 562 416	942 648
Ss total investissement		16 860 326	610 300	610 300	-	1 778 308	1 778 308	563 635	563 635	-	1 528 308	1 528 308	14 471 719	296 665

Recettes

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
				Montant	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Restes à encaisser > N
RECHERCHE.EUR	CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	5 000 000	-	5 000 000	3 000 000	500 000	1 500 000
RECHERCHE.ASDESR	CONTRATS RECHERCHE ASDESR	2 083 056	-	2 083 056	1 279 323	363 320	440 413
RECHERCHE.NFLEC	CONTRATS RECHERCHE NON FLECHES	20 417 277	-	20 417 277	10 318 664	3 478 044	6 620 569
Total Contrats de recherche		27 500 333	-	27 500 333	14 597 987	4 341 364	8 560 982
FORMATION.NCU	PIA - NCU PROJET CAPACITE	7 900 000	-	7 900 000	4 977 000	711 000	2 212 000
FORMATION.PANO	PIA - PANORAMA	781 000	-	781 000	343 500	90 500	347 000
Total Contrats d'enseignement		8 681 000	-	8 681 000	5 320 500	801 500	2 559 000
PPI.CPER BU	PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	3 900 000	1 500 000	2 400 000	100 000	500 000	1 800 000
PPI.CPER NATU	PPI VILLA NATURALITE	12 000 000	3 000 000	9 000 000	-	650 000	8 350 000
Total Programme pluriannuels d'inv		15 900 000	4 500 000	11 400 000	100 000	1 150 000	10 150 000
Total		52 081 333	4 500 000	47 581 333	20 018 487	6 292 864	21 269 982

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Contrats de recherche

Prévisions d'AE et de CP		Prévisions	Prévisions N (B)										Prévisions N+1 et suivantes					
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	Personnel	2 538 647	1 050 972	1 050 972	-	678 000	678 000	1 050 972	1 050 972	-	678 000	678 000	498 337	498 337	311 338	311 338	-	-
	Fonctionnement	2 386 353	1 196 551	1 196 551	-	652 402	652 402	1 174 205	1 174 205	-	652 402	652 402	325 000	325 000	212 400	234 746	-	-
	Investissement	7 000	5 000	5 000	-	70 000	70 000	5 000	5 000	-	70 000	70 000	-	-	-	-	-	-
	Total CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	5 000 000	2 252 523	2 252 523	-	1 400 402	1 400 402	2 230 177	2 230 177	-	1 400 402	1 400 402	823 337	823 337	523 738	546 084	-	-
CONTRATS RECHERCHE ADSEIR	Personnel	1 709 682	682 625	682 625	-	449 500	449 500	682 625	682 625	-	449 500	449 500	288 000	288 000	224 418	224 418	61 139	61 139
	Fonctionnement	377 374	134 000	134 000	-	84 118	84 118	134 000	134 000	-	84 118	84 118	53 400	53 400	53 400	53 400	52 456	52 456
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total CONTRATS RECHERCHE ADSEIR	2 086 056	816 625	816 625	-	533 618	533 618	816 625	816 625	-	533 618	533 618	341 400	341 400	277 818	277 818	113 595	113 595
CONTRATS RECHERCHE	Personnel	12 009 945	2 927 953	2 927 953	-	4 358 959	4 358 959	2 927 953	2 927 953	-	4 358 959	4 358 959	2 893 225	2 893 225	1 553 710	1 553 710	277 152	277 152
	Fonctionnement	7 647 054	3 438 262	3 438 262	-	2 194 684	2 194 684	3 415 916	2 539 251	-	2 194 684	2 194 684	1 130 749	1 130 749	747 738	747 738	135 621	1 034 632
	Investissement	751 274	537 600	537 600	-	308 308	308 308	537 600	537 600	-	308 308	308 308	90 267	90 267	25 100	25 100	-	0
	Total CONTRATS RECHERCHE NON FLECHES	20 417 272	6 703 814	6 703 814	-	6 659 951	6 659 951	6 861 478	5 984 813	-	6 659 951	6 659 951	4 114 241	4 114 241	2 326 548	2 326 548	413 773	1 311 784
	\$s total Personnel	16 283 278	4 661 580	4 661 580	-	5 484 399	5 484 399	4 661 580	4 661 580	-	5 484 399	5 484 399	3 679 562	3 679 562	2 089 466	2 089 466	338 291	338 291
	\$s total Fonctionnement	14 041 781	4 758 813	4 758 813	-	2 931 264	2 931 264	4 724 121	3 847 456	-	2 931 264	2 931 264	1 569 149	1 569 149	1 913 539	1 913 539	188 677	1 067 668
	\$s total Investissement	836 274	542 600	542 600	-	376 388	376 388	542 600	542 600	-	376 388	376 388	90 267	90 267	25 100	25 100	0	0
	TOTAL	27 500 323	9 772 972	9 772 972	-	8 783 911	8 783 911	9 728 286	8 651 615	-	8 783 911	8 783 911	5 278 976	5 278 976	3 128 164	3 128 164	526 568	1 426 519

Prévisions de recettes		Prévisions	Prévisions N		Prévisions en N+1 et suivantes				
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encasements < N	Encasements prévus en N	Encasements prévus en N+1	Encasements prévus en N+2	Encasements prévus > N+2		
CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics	5 000 000	3 000 000	500 000	500 000	500 000	500 000	-	-
	Autres financements	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	5 000 000	3 000 000	500 000	500 000	500 000	500 000	-	-
CONTRATS RECHERCHE ADSEIR	Financement de l'Etat	2 086 056	1 279 323	363 320	266 950	86 731	86 732	-	-
	Autres financements publics	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total CONTRATS RECHERCHE ADSEIR	2 086 056	1 279 323	363 320	266 950	86 731	86 732	-	-
CONTRATS RECHERCHE	Financement de l'Etat	30 000	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics	14 230 860	5 277 560	2 884 061	2 158 767	1 460 252	2 453 619	-	-
	Autres financements	6 156 417	5 015 154	603 383	415 430	137 500	-	-	-
	Total CONTRATS RECHERCHE NON FLECHES	20 417 272	10 316 664	3 478 044	2 589 197	1 607 752	2 453 619	-	-
	\$s total Financement de l'Etat	30 000	-	-	-	-	-	-	-
	\$s total Autres financements publics	21 313 916	9 652 863	3 747 961	2 926 717	2 046 983	3 040 351	-	-
	\$s total Autres financements	6 156 417	5 015 104	603 383	415 430	137 500	-	-	-
	TOTAL	27 500 323	14 687 587	4 341 364	3 336 147	2 164 483	3 040 351	-	-

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Contrats d'enseignement

Prévisions d'AE et de CP		Prévisions	Prévisions N (B)										Prévisions N+1 et suivantes					
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2
PIA - NCU PROJET CAPACITE	Personnel	6 157 893	3 570 532	3 570 532	-	699 364	699 364	3 570 532	3 570 532	-	699 364	699 364	1 055 091	1 055 091	832 906	832 906	-	-
	Fonctionnement	1 618 056	554 965	554 965	-	292 318	292 318	541 966	541 966	-	292 318	292 318	292 318	292 318	176 635	176 635	302 789	315 798
	Investissement	124 052	2 103	2 103	-	2 103	2 103	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total FORMATION PROJET NCU	7 899 900	4 127 500	4 127 500	-	993 685	993 685	4 114 601	4 114 601	-	993 685	993 685	1 347 409	1 347 409	1 009 541	1 009 541	424 736	427 747
PIA - PANORAMA	Personnel	608 424	252 654	252 654	-	85 000	85 000	85 000	85 000	-	85 000	85 000	65 000	65 000	65 000	159 920	317 258	-
	Fonctionnement	172 575	86 166	86 166	-	5 500	5 500	77 884	77 884	-	5 500	5 500	16 800	16 800	16 800	47 310	55 592	-
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total FORMATION PROJET PANORAMA	781 000	338 820	338 820	-	90 500	90 500	164 050	164 050	-	90 500	90 500	76 800	76 800	76 800	76 800	196 230	372 850
	\$s total Personnel	6 766 317	3 823 036	3 823 036	-	784 364	784 364	3 655 698	3 655 698	-	784 364	784 364	1 115 091	1 115 091	892 906	892 906	169 520	317 258
	\$s total Fonctionnement	1 790 631	641 161	641 161	-	297 816	297 816	619 879	619 879	-	297 816	297 816	309 118	309 118	192 435	192 435	369 999	371 396
	\$s total Investissement	124 052	2 103	2 103	-	2 103	2 103	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121 949	121 949
	TOTAL	8 681 000	4 466 350	4 466 350	-	1 082 182	1 082 182	4 278 671	4 278 671	-	1 082 182	1 082 182	1 424 209	1 424 209	1 085 341	1 085 341	622 965	810 697

Prévisions de recettes		Prévisions	Prévisions N		Prévisions en N+1 et suivantes				
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encasements < N	Encasements prévus en N	Encasements prévus en N+1	Encasements prévus en N+2	Encasements prévus > N+2		
PIA - NCU PROJET CAPACITE	Financement de l'Etat	2 800 000	4 977 000	711 000	711 000	711 000	790 000	-	-
	Autres financements publics	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total FORMATION PROJET NCU	2 800 000	4 977 000	711 000	711 000	711 000	790 000	-	-
PIA - PANORAMA	Financement de l'Etat	781 000	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics	-	343 500	90 500	90 500	90 500	166 000	-	-
	Autres financements	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total FORMATION PROJET PANORAMA	781 000	343 500	90 500	90 500	90 500	166 000	-	-
	\$s total Financement de l'Etat	3 581 000	-	-	-	-	-	-	-
	\$s total Autres financements publics	8 681 000	5 320 500	801 500	801 500	801 500	956 000	-	-
	\$s total Autres financements	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL	8 681 000	5 320 500	801 500	801 500	801 500	956 000	-	-

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Programme pluriannuel d'investissement

Prévisions d'AE et de CP			Prévisions N (B)																Prévisions N+1 et suivantes					
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reprogrammations N	CP nouvelles ouvertes N	Total CP N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2						
PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-						
	Fonctionnement	3 900 000	100 000	100 000	-	500 000	500 000	100 000	100 000	-	500 000	500 000	3 300 000	2 180 000	-	1 120 000	-	-						
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-						
TOTAL PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE		3 900 000	100 000	100 000	-	500 000	500 000	100 000	100 000	-	500 000	500 000	3 300 000	2 180 000	-	1 120 000	-	-						
PPI VILLA NATURALITE	Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-						
	Fonctionnement	12 000 000	165 987	165 987	-	900 000	900 000	118 932	118 932	-	650 000	650 000	950 000	1 000 000	5 000 000	5 000 000	4 984 003	5 231 068						
	Investissement	15 900 000	265 987	265 987	-	1 400 000	1 400 000	218 932	218 932	-	1 150 000	1 150 000	4 250 000	3 180 000	5 000 000	6 120 000	4 984 003	5 231 068						
TOTAL PPI VILLA NATURALITE		27 900 000	431 974	431 974	-	2 300 000	2 300 000	337 864	337 864	-	1 800 000	1 800 000	5 200 000	4 180 000	10 000 000	11 120 000	9 968 006	10 462 136						
TOTAL PPI		41 800 000	531 974	531 974	-	3 700 000	3 700 000	446 726	446 726	-	2 650 000	2 650 000	8 550 000	6 360 000	15 000 000	16 240 000	14 952 012	15 694 272						

Etablissement :	Etablissement principal
Exercice :	2026
BI/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

TABLEAU
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	BI	2 826 562
	2	Niveau initial du fonds de roulement		6 994 723
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-	7 016 979
	4	Niveau initial de la trésorerie		14 011 702
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		2 139 080
Flux de l'année	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		11 872 622
	5	Autorisations d'engagement		76 101 291
	6	Résultat patrimonial		-1 949 160
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)		-329 160
	8	Variation du fonds de roulement		-2 481 890
	9	Opérations bilanciell	SENS	0
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	0
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	0
		Cautionnements et dépôts	-	0
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	0
		Variation des stocks	+ / -	0
		Production immobilisée	+	0
		Charges sur créances irrécouvrables	-	0
		Produits divers de gestion courante	+	0
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	1 400 000
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	0
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	300 000
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	0
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	1 100 000
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		-3 881 890
Stocks finaux	12.a	Recettes budgétaires		71 464 223
	12.b	Crédits de paiement ouverts		75 346 112
	13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		146 204
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		-3 735 686
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-1 351 382
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-2 384 304
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		1 253 796
	16	Restes à payer		755 179
	17	Niveau final de restes à payer		3 581 741
	18	Niveau final du fonds de roulement		4 512 833
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement		-5 763 183
	20	Niveau final de la trésorerie		10 276 016
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		787 698
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		9 488 318
		Comptabilité budgétaire		
		Comptabilité générale		

ANNEXE MASSE SALARIALE (à remplir et à transmettre au recteur parallèlement au budget primitif et lors de chaque budget rectificatif)**Décompte en ETPT des emplois sous plafond et hors plafond et suivi de la dépense de masse salariale****Etablissement :** Avignon Université**N° UAI :** 0840685N**Prévision en date du :** 09/12/2025

	janv	févr	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Prévision d'exécution finale (1)	Crédits ouverts au BP ou au dernier BR (2)	Ecart crédits ouverts/prévision (3)
Décompte en ETPT des emplois sous plafond Etat (a)	621,00	621,00	624,00	624,00	624,00	623,00	622,00	620,00	606,00	612,00	618,00	622,00	619,75		
Décompte en ETPT des emplois financés sur ressources propres (b)	128,00	137,00	139,00	141,00	142,00	140,00	134,00	129,00	127,00	132,00	136,00	140,00	135,42		
Total ETPT (c) = (a)+(b)	749,00	758,00	763,00	765,00	766,00	763,00	756,00	749,00	733,00	744,00	754,00	762,00	755,17		
Masse salariale PSOP (total des kx)	4 862 502	4 999 290	5 028 421	4 875 979	4 882 314	5 002 854	5 047 433	5 599 510	4 971 696	4 765 690	4 811 390	4 995 636	59 842 715		
Masse salariale HORS PSOP	3 000	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	6 000	1 000	8 000	7 000	25 000	5 000	100 000		
Total Masse salariale	4 865 502	5 024 290	5 033 421	4 880 979	4 887 314	5 007 854	5 053 433	5 600 510	4 979 696	4 772 690	4 836 390	5 000 636	59 942 715		-59 942 715

Note sur les modalités de renseignement du tableau

ETPT:
 Les données remplies correspondent à la prévision de consommation en emplois saisonnalisée. En cours d'exécution, la prévision d'exécution finale (1) intègre la consommation en etpt des mois passés et la prévision de consommation pour les mois à venir.
 La fiche technique du 31/10/2008 relative aux Plafonds d'emplois (pléiade intranet/GBC/opérateurs/opérateurs ESR/LRURCE Fiches techniques) précise les règles d'imputation au plafond des emplois fixé par l'Etat et au plafond d'emplois sur ressources propres.
 Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

MASSE SALARIALE:

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE=CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

Le remplissage de cette annexe doit permettre de mettre en évidence l'écart éventuel entre la prévision d'exécution annuelle (1) et les crédits ouverts au budget (2).

Au budget primitif, la prévision d'exécution finale (1) est égale aux crédits ouverts au budget (2).

En cours d'exécution, la prévision d'exécution finale (1) correspond aux crédits consommés pour les mois passés, ajoutés à la prévision de consommation pour les mois à venir.

Les crédits ouverts au budget (2) déduits de la prévision d'exécution finale (1) font apparaître l'éventuel excédent ou déficit prévisionnel (3).

Etablissement :	AU
Exercice :	2026
BP/BR n°/CF :	BI
Date du vote par le CA :	16/12/2025

TABLEAU
Annexe immobilière

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérateur	Réunion de l'organe délibérant du 17/12/2024			
	classe de compte (n°)	exécution (2024)	BI (2025)	BI (2026)
Données physiques				
Nombre de bâtiments occupés		23	23	23
dont biens propres		2	2	2
dont biens domaniaux		20	20	20
dont prises à bail		1	1	1
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)				
Surface totale occupée (m² - SUB)		63 213	63 213	63 213
dont biens propres		644	644	644
dont biens domaniaux		61 763	61 763	61 763
dont prises à bail		806	806	806
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)				
m² SUN / poste de travail (*)				
Dépenses de fonctionnement à l'€ près				
Redevances de crédit-bail immobilier (*)	6125			
Locations immobilières (*) Loyer annuel	6132	22 385	6 000	20 000
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	6152	288 776	210 000	300 000
Taxe foncière (*)	63512	-	-	
Autres impôts locaux (*)	63513	-	-	
Dépenses d'acquisition à l'€ près				
Acquisition de biens propres				
Dépenses d'investissement à l'€ près				
Réalisation de travaux structurants			2 012 000	2 000 000
Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près				
dont biens propres	7752			
dont biens domaniaux	7752			

(*) Les données sont disponibles à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'État (SI OPE)

A) Leviers d'action proposés pour répondre, le cas échéant, aux réserves formulées par France Domaine ou le Conseil de l'immobilier de l'Etat
L'université d'Avignon met en œuvre plusieurs leviers d'action pour améliorer ses infrastructures. Elle privilégie des projets de rénovation énergétique dans le cadre des plans de relance, visant à réduire les consommations énergétiques et à intégrer des technologies respectueuses de l'environnement. L'université investit également dans le développement de bâtiments multifonctionnels, tels que la Villa Naturalité, pour répondre aux besoins croissants en enseignement et recherche, et permettre le développement de partenariats avec les acteurs de l'écosystème des agrosciences. Elle modernise les espaces existants, comme la transformation de la bibliothèque universitaire en Learning Center, afin de s'adapter aux nouvelles méthodes pédagogiques. L'université mise également sur la numérisation du suivi des infrastructures, avec l'intégration de solutions innovantes pour favoriser la maintenance des bâtiments.
B) Avancement des opérations prévues dans le SPSI
L'université d'Avignon a achevé au printemps 2025 la réhabilitation du site Pasteur : la Villa Créative a été inaugurée le 27 mai 2025. L'établissement conduit actuellement plusieurs grands projets structurants, inscrits au CPER 2021-2027, témoins de son ambition de modernisation et de développement. Ainsi, deux opérations majeures viennent de voir leur dossier d'expertise approuvés en CA du 18 novembre 2025 et dont les études programmatiques sont en phase de finalisation. Ces initiatives concernent la création de la Villa Naturalité sur le campus Agroparc, ainsi que la transformation de la bibliothèque universitaire en Learning Center. Ce dernier projet vise à répondre aux besoins pédagogiques modernes en intégrant des espaces collaboratifs et des technologies innovantes. Ces projets, bien que complexes, traduisent la volonté de l'université de se positionner comme un acteur clé de l'enseignement supérieur et du développement territorial.
C) Économies (réalisées ou programmées)
L'université d'Avignon a intensifié ses efforts en faveur de la transition énergétique, avec 36 projets réalisés au cours des cinq dernières années pour un investissement de plus de 2 millions d'euros en majorité financés par les appels à projets de l'Etat. Ces initiatives comprennent la rénovation énergétique des bâtiments existants, notamment par l'installation d'isolations thermiques, et de systèmes de régulation de chauffage performants. Des changements dans les modes de production de chaleur ont également permis de rendre ces infrastructures plus économes en énergie. Ces travaux visent à réduire significativement la consommation énergétique, générant des économies immédiates et durables, tout en répondant aux exigences environnementales actuelles. Ces actions positionnent l'université comme un acteur exemplaire dans la lutte contre le changement climatique et dans l'adaptation de ses infrastructures aux enjeux écologiques.